



# Communiqué de presse

Embargo : 12.4.2023, 8h30

## 06 Industrie et services

Statistique des poursuites et des faillites 2022

### La hausse du nombre de faillites a ralenti en 2022

**En 2022, le nombre total d'ouvertures de procédures de faillites à l'encontre de sociétés et de personnes a augmenté de 6,6% par rapport à 2021. La hausse est notable dans quelques cantons tels que le Tessin, Berne ou Zurich alors qu'une dizaine de cantons enregistrent une baisse. Dans le même temps, le nombre de commandements de payer est resté relativement stable (+0,7%). Tels sont les derniers résultats de la statistique des poursuites et des faillites de l'Office fédéral de la statistique (OFS).**

Le nombre de procédures de faillites de sociétés et de personnes ouvertes dans le cadre de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP) a augmenté de 6,6% entre 2021 et 2022 pour atteindre un total de 15 009 cas en 2022. Il s'agit d'une augmentation plus faible que celle observée entre 2020 et 2021 (+9,1%). Toutefois, cette hausse demeure importante. En effet, cette évolution reste deux fois plus élevée que le taux moyen observé lors des cinq années précédant la pandémie.

Ces résultats excluent les procédures relatives aux dissolutions d'entreprises en raison de carences dans l'organisation (art. 731 b CO) qui, elles, ont augmenté de manière significative dans certains cantons suite à des modifications législatives.

#### Évolution contrastée dans les cantons

En termes d'augmentation du nombre d'ouvertures de faillites, les cantons du Tessin, de Berne et de Zurich ont enregistré les hausses les plus fortes avec respectivement 323, 222 et 183 cas additionnels par rapport à 2021. Quatre autres cantons (Fribourg, Bâle-Ville, Grisons, Lucerne) se caractérisent par des taux d'augmentation de cas élevés, compris entre 15 et 20%. Parallèlement, une dizaine de cantons se distinguent par une diminution du nombre d'ouvertures. Parmi ceux-ci, les cantons de Vaud (-131 cas) et de Genève (-55 cas) enregistrent les plus fortes baisses en termes absolus.

Comptabilisé séparément, le nombre de dissolutions selon l'art. 731 b CO a augmenté de 799 cas, soit +36,8% de 2021 à 2022. Il s'agit de la hausse la plus forte depuis 2011. Celle-ci pourrait indiquer un effet de rattrapage par rapport à la baisse observée en 2020. Il faut toutefois aussi relever que ce chiffre a pu augmenter suite à la modification de la loi sur le Registre du commerce. En effet, les unités sans domicile sont dorénavant aussi traitées comme des cas 731b CO.

## Les pertes financières en baisse

La somme totale des pertes financières résultantes de clôtures de procédures ordinaires et sommaires de faillites (y compris celles relatives aux dissolutions selon l'art. 731b CO) a nettement diminué. Elle revient à un niveau similaire à celui observé les années antérieures à la pandémie, situé à 2,4 milliards de francs en 2022. Il faut rappeler qu'en 2020 et 2021, ces montants avaient été particulièrement élevés (respectivement 8,2 et 4,2 milliards de francs), suite à des pertes importantes réalisées par quelques cas particuliers.

## Légère hausse du nombre de commandements de payer

Concernant les procédures de poursuites, on observe une légère hausse du nombre de commandements de payer (+0,7%) et réalisations (+0,06%), alors que le nombre de saisies exécutées a quant à lui baissé (-6,3%). En 2018 et 2019, le nombre de ces actes de poursuites avait atteint des valeurs maximales avec, notamment, plus de 3 millions de commandements de payer. Depuis la baisse observée en 2020, les chiffres gravitent à un niveau plus bas, comparable à ceux observés au cours de la période 2010-2013.

---

## Remarques méthodologiques

Les résultats de la statistique des poursuites et des faillites se basent sur des données provenant des offices cantonaux des poursuites et des faillites.

Depuis 2008, la statistique fait la distinction entre les procédures de faillites selon la LP (Loi fédérale sur les poursuites pour dettes et la faillite) et les dissolutions d'entreprises en vertu de l'art. 731 b du Code des obligations. Cette distinction est conforme aux prescriptions d'Eurostat.

Les données agrégées récoltées par l'OFS ne permettent pas de fournir des résultats ventilés par activité économique. Étant menée une fois par année, l'enquête ne permet pas non plus de produire des informations infra-annuelles.

### **Art. 731 b CO – Carences dans l'organisation de la société**

En vertu de l'art. 731 b CO, entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008, si une entreprise ne possède pas tous les organes prescrits ou si ces derniers ne sont pas composés conformément aux prescriptions légales (carences dans l'organisation), la ou le juge peut notamment prononcer la dissolution de la société et ordonner sa liquidation selon les dispositions applicables à la faillite, même si l'entreprise n'est pas surendettée.

---

## Modifications de loi et impacts sur la statistique

### Nouvelles teneurs de l'art. 731b CO et impact sur la statistique

L'art. 731 b CO a subi des modifications qui peuvent expliquer la hausse significative du nombre de cas 731 b CO dans certains cantons. Ces modifications sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

- 1) L'alinéa 1 a été complété par le chiffre 5 qui stipule que, si la société n'a plus de siège à son domicile, le tribunal peut ordonner sa liquidation.
  - 2) L'article a été complété par l'alinéa 4 suivant: «Si l'actif ne couvre plus les dettes, les personnes mandatées pour liquider la société selon les dispositions applicables à la faillite en informent le tribunal; celui-ci prononce la faillite.» Cette modification de loi peut avoir un impact sur le nombre de faillites LP quand des cas 731 b CO se transforment en procédures de faillites LP en vertu de cet alinéa.
  - 3) Nouvelle teneur de l'art. 157 ORC: Le Registre du commerce est désormais tenu de rechercher périodiquement les inscriptions de sociétés non conformes au droit des obligations. Celles-ci sont alors dissoutes selon l'art. 731b CO.
- 

---

## Renseignements

Chantal Guggenbühl, OFS, Section Structure et analyses économiques,  
tél.: +41 58 463 67 69, e-mail: [chantal.guggenbuehl@bfs.admin.ch](mailto:chantal.guggenbuehl@bfs.admin.ch)

Service des médias OFS, tél.: +41 58 463 60 13, e-mail: [media@bfs.admin.ch](mailto:media@bfs.admin.ch)

## Offre en ligne

Autres informations et publications: [www.bfs.admin.ch/news/fr/2023-0272](http://www.bfs.admin.ch/news/fr/2023-0272)

La statistique compte pour vous: [www.la-statistique-compte.ch](http://www.la-statistique-compte.ch)

Abonnement aux NewsMails de l'OFS: [www.news-stat.admin.ch](http://www.news-stat.admin.ch)

Le site de l'OFS: [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch)

## Accès aux résultats

Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.

Aucun accès privilégié n'a été accordé pour ce communiqué.

## T1 Procédures de faillites et opérations de poursuites, 2020 - 2022

	2020	2021	2022
<b>Nombre total d'ouvertures de procédures de faillites selon la LP</b>	<b>12 912</b>	<b>14 081</b>	<b>15 009</b>
<b>Nombre de clôtures de procédures de faillites <sup>1)</sup></b>	<b>14 112</b>	<b>14 668</b>	<b>15 425</b>
<i>dont liquidations de procédures ordinaires et sommaires <sup>1)</sup></i>	6 022	6 300	5 528
<b>Pertes en 1'000 frs <sup>1) 2)</sup></b>	<b>8 191 994</b>	<b>4 184 076</b>	<b>2 354 069</b>
Nombre de dissolutions pour cause de carence	1 858	2 172	2 971
<b>Actes de poursuites</b>			
Nombre de commandements de payer <sup>3)</sup>	2 656 004	2 762 446	2 782 251
Nombre de saisies exécutées <sup>3)</sup>	1 501 377	1 618 693	1 516 029
Nombre de réalisations <sup>3)</sup>	653 211	653 629	654 025

1) y compris les dissolutions pour cause de carence organisationnelle, au sens de l'art. 731b CO

2) résultant des liquidations de procédures ordinaires et sommaires

3) données des années précédentes révisées

## T2 Évolution du nombre d'ouvertures de procédures de faillites et de dissolutions pour cause de carence organisationnelle par grande région et canton, 2021 – 2022

	Ouvertures de faillites selon la LP (sociétés inscrites et non inscrites au RC <sup>1)</sup> et personnes physiques)			Dissolutions pour cause de carence dans l'org. (art. 731b CO)		
	2021	2022	var%	2021	2022	Var %
<b>Suisse</b>	<b>14 081</b>	<b>15 009</b>	<b>6.6</b>	<b>2 172</b>	<b>2 971</b>	<b>36.8</b>
<b>Région lémanique</b>	<b>3 766</b>	<b>3 611</b>	<b>-4.1</b>	<b>435</b>	<b>608</b>	<b>39.8</b>
VD	1 910	1 779	-6.9	175	226	29.1
VS	399	430	7.8	55	172	212.7
GE	1 457	1 402	-3.8	205	210	2.4
<b>Espace Mittelland</b>	<b>2 969</b>	<b>3 262</b>	<b>9.9</b>	<b>249</b>	<b>522</b>	<b>109.6</b>
BE	1 539	1 761	14.4	98	106	8.2
FR	442	512	15.8	30	272	806.7
SO	487	478	-1.8	47	94	100.0
NE	359	380	5.8	59	35	-40.7
JU	142	131	-7.7	15	15	-
<b>Suisse du Nord-Ouest</b>	<b>1 788</b>	<b>1 866</b>	<b>4.4</b>	<b>192</b>	<b>310</b>	<b>61.5</b>
BS	528	628	18.9	90	86	-4.4
BL	347	360	3.7	49	62	26.5
AG	913	878	-3.8	53	162	205.7
<b>Zürich</b>	<b>2 139</b>	<b>2 322</b>	<b>8.6</b>	<b>255</b>	<b>306</b>	<b>20.0</b>
<b>Suisse orientale</b>	<b>1 617</b>	<b>1 719</b>	<b>6.3</b>	<b>215</b>	<b>264</b>	<b>22.8</b>
GL	72	51	-29.2	5	13	160.0
SH	134	139	3.7	6	9	50.0
AR	75	148	97.3	64	68	6.3
AI	9	9	-	11	4	-63.6
SG	744	764	2.7	90	93	3.3
GR	176	210	19.3	25	70	180.0
TG	407	398	-2.2	14	7	-50.0
<b>Suisse centrale</b>	<b>1 071</b>	<b>1 175</b>	<b>9.7</b>	<b>544</b>	<b>711</b>	<b>30.7</b>
LU	528	611	15.7	143	133	-7.0
UR	30	26	-13.3	31	10	-67.7
SZ	186	203	9.1	59	115	94.9
OW	36	19	-47.2	11	19	72.7
NW	50	49	-2.0	38	23	-39.5
ZG	241	267	10.8	262	411	56.9
<b>Tessin</b>	<b>731</b>	<b>1 054</b>	<b>44.2</b>	<b>282</b>	<b>250</b>	<b>-11.3</b>

1) RC: Registre du commerce

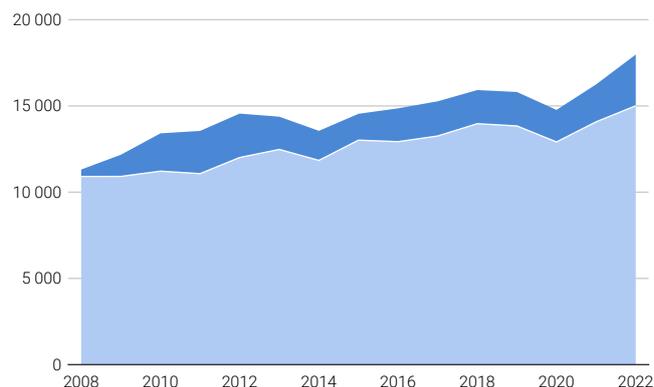
### T3 Pertes financières résultantes de procédures de liquidations ordinaires et sommaires, par grande région et canton, 2020 – 2022

En milliers de francs suisses			
	2020	2021	2022
<b>Suisse</b>	<b>8 191 994</b>	<b>4 184 076</b>	<b>2 354 069</b>
<b>Région lémanique</b>	<b>429 772</b>	<b>577 889</b>	<b>446 727</b>
Vaud	202 586	164 856	221 447
Valais	48 808	87 787	51 991
Genève	178 378	325 246	173 289
<b>Espace Mittelland</b>	<b>271 336</b>	<b>194 851</b>	<b>245 132</b>
Berne	129 150	40 612	78 340
Fribourg	45 557	40 476	42 653
Soleure	32 390	58 889	49 167
Neuchâtel	55 773	46 469	54 359
Jura	8 465	8 405	20 614
<b>Suisse du Nord-Ouest</b>	<b>145 738</b>	<b>216 332</b>	<b>140 603</b>
Bâle-Ville	33 165	43 503	57 107
Bâle-Campagne	32 370	79 516	25 360
Argovie	80 203	93 313	58 135
<b>Zurich</b>	<b>390 543</b>	<b>353 889</b>	<b>283 458</b>
<b>Suisse orientale</b>	<b>6 743 725</b>	<b>879 374</b>	<b>767 621</b>
Glaris	15 925	8 766	3 141
Schaffhouse	21 025	13 716	13 537
Appenzell Rh.-Ext.	2 190	501 826	501 211
Appenzell Rh.-Int.	33	1 145	868
Saint-Gall	99 248	57 515	56 090
Grisons	59 830	40 612	125 847
Thurgovie	6 545 475	255 795	66 927
<b>Suisse centrale</b>	<b>150 621</b>	<b>1 811 346</b>	<b>194 857</b>
Lucerne	73 326	62 724	45 045
Uri	139	5 494	2 332
Schwyz	60 630	1 617 550	26 448
Obwald	3 055	3 469	19 194
Nidwald	5 466	8 726	19 255
Zoug	8 005	113 384	82 584
<b>Tessin</b>	<b>60 259</b>	<b>150 393</b>	<b>275 670</b>

## Évolution du nombre d'ouvertures de procédures de faillites entre 2008 et 2022

G1

Nombre de cas

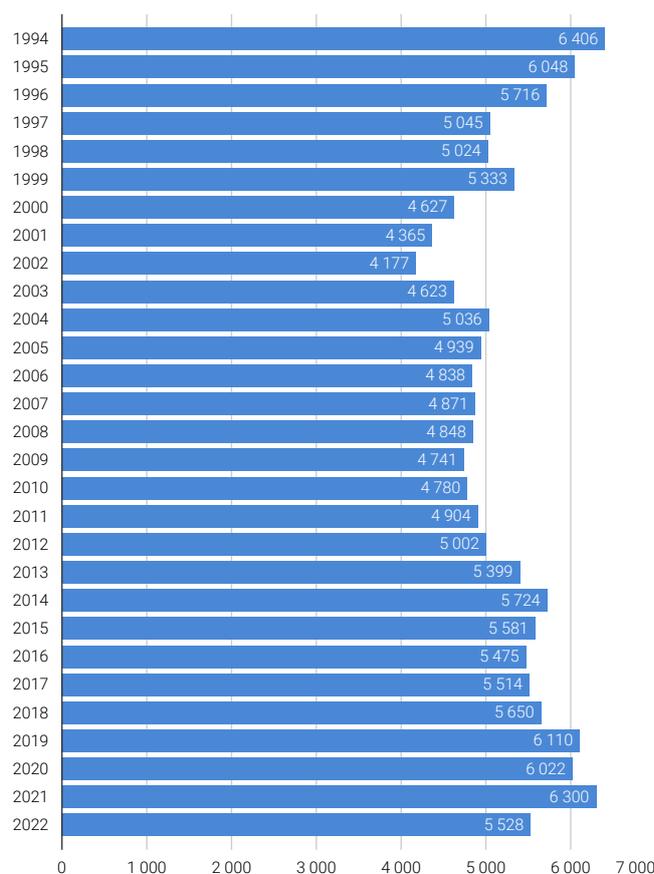


■ Dissolutions selon art. 731b CO  
 ■ Faillites selon la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)

Source: Office fédéral de la statistique – Statistique des poursuites et des faillites © OFS 2023

## Nombre de clôtures de procédures de faillites ordinaires et sommaires entre 1994 et 2022

G2



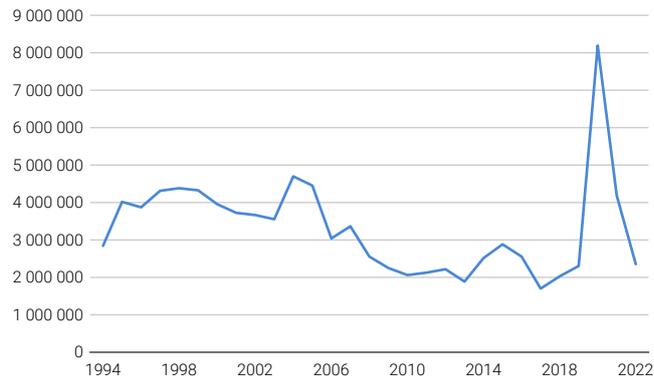
<sup>1</sup> y compris celles relatives aux dissolutions (art. 731b CO)

Source: Office fédéral de la statistique – Statistique des poursuites et des faillites © OFS 2023

## Évolution des pertes résultantes de liquidations de procédures de faillites<sup>1</sup> ordinaires et sommaires entre 1994 et 2022

G3

Pertes en milliers de francs



<sup>1</sup> y compris celles relatives aux dissolutions (art. 731b CO)

Source: Office fédéral de la statistique – Statistique des poursuites et des faillites © OFS 2023